



# SCN «SERVICE DES RETRAITES DE L'ÉTAT» ENCORE DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS !

Mercredi 25 mars s'est tenu le dernier groupe de travail, avant le passage en CTPC, sur la création du SCN « Service des Retraites de l'Etat ». Auparavant, les réunions ministérielles et le GT du 3 février n'avaient pas permis aux représentants du personnel de faire toute la lumière sur le réel projet de l'administration et, à l'issue de la réunion du 25, de nombreuses zones d'ombre perdurent encore.

## Un nouveau service aux contours imprécis

Après avoir dénoncé une nouvelle fois l'absence de réelles discussions de fond sur la réorganisation complète de la gestion des pensions des fonctionnaires, l'Union SNUI-SUD Trésor a déploré le manque de précisions sur l'avenir du nouveau service.

En effet, le rapatriement à la DGFIP de la totalité de cette mission aujourd'hui effectuée dans toutes les administrations n'est pas acceptable car il entraîne des suppressions d'emplois et de services de proximité dans les autres ministères et dans les Centres Régionaux de l'ex-DGCP.

De plus, l'information sur le nombre et la localisation des centres d'appels et des plateformes de réponses Internet n'a toujours pas été donné, l'argument avancé étant que c'était le SCN, une fois créé, qui mettrait lui-même en œuvre la réorganisation de ses services.

En clair, la DGFIP nous demande d'accepter la création d'une nouvelle structure qui définira ensuite elle-même ses contours administratifs ! Du jamais vu, c'est inacceptable !

D'autre part, l'Union SNUI-SUD Trésor a dénoncé la réduction du nombre d'agents et de services de proximité, qui plus est au moment où le nombre de départs en retraite est en pleine expansion.

Enfin, fortement opposée à la création d'une caisse de retraites pour la fonction publique, l'Union a demandé que le nom du futur SCN soit Service des Pensions de Retraites de l'Etat afin de garder le mot « pensions » et toute sa signification.

## Que des questions sans réponses franches !

- 1200 emplois allant être supprimés, l'Union SNUI-SUD Trésor a demandé qui ils concernaient, quand ils allaient être supprimés, combien à l'ex DGI, à l'ex DGCP. Aucune réponse de l'administration, si ce n'est que 300 emplois DGFIP seront supprimés « *au fil du temps* ».
- Quelles garanties de gestion pour les agents concernés ? « *on avance pas à pas* » a répondu l'administration, en précisant que « *si des dispositions plus spécifiques sont nécessaires, on en reparlera...* ».
- Combien de suppressions de CRP, où ? « *Il en restera une dizaine* ».
- Quel calendrier de rattachement des CRP au SRE ? « *Tant que les fonctions d'un CRP ne changent pas, il reste en état, dès qu'elles évoluent, il rejoint le SRE* ».
- Où seront implantés les centres d'appels, les plateformes Internet, avec quels agents ? Aucune réponse de l'administration si ce n'est le respect du volontariat pour les affectations dans la dizaine de CRP aux fonctions spécialisées (gestion, comptabilité, relations à l'utilisateur, expertise).

En conclusion, l'administration maintient sa volonté de réduire considérablement la voilure du service des pensions et de ses relais dans toutes les administrations. Pour y parvenir, elle crée un SCN qui sera lui-même chargé de se restructurer et elle se contentera de donner « *des éclaircissements progressifs* » aux représentants du personnel.

Face à ce nouveau simulacre de dialogue social, l'Union SNUI-SUD Trésor a refusé de donner un chèque en blanc à l'administration et a condamné fortement l'absence de visibilité pour les agents et leurs missions.

Paris, le 14 avril 2009